

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

MARSEILLE, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023 (après-midi)

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOREF

ZI La Croisière
Site industriel fluvial
84500 Bollène

Références : D-0727-2023
Code AIOT : 0006400441

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement VALOREF implanté ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 Bollène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOREF
- ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006400441
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1987, la société VALOREF exploite depuis 1998 sur son site implanté sur la zone portuaire de la commune de Bollène une installation de traitement de déchets et sous produits réfractaires. Elle est spécialisée dans les réfractaires issus de fours verriers.

Rachetée en 2000 par le groupe Saint Gobain, elle compte aujourd'hui 45 salariés répartis sur les deux sites de Bollène (le second site étant implanté sur la ZI La Croisière). VALOREF se fixe un objectif de valorisation des déchets entrants de l'ordre de 85 à 90 %.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Directive IED, dossier de réexamen du 25/09/2020, suites données aux engagements pris par l'exploitant en vue de se conformer à certaines dispositions issues des meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | MTD 3_Inventaire des flux | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD3 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 3 | MTD 4_Entreposage des déchets | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD4 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 4 | MTD 5_Procédures de manutention et de transfert des déchets | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD5 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 5 | MTD 8_Surveillance des émissions canalisées dans l'air | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD8 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 7 | MTD 21_Emissions résultant d'accidents et d'incidents | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD21 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 8 | MTD 41_Emissions dans l'air | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD41 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|---|
| 1 | MTD 1_Système de management environnemental (SME) | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD1 |
| 6 | MTD 19_Consommation d'eau | Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD19 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait déclaré ne pas être en conformité avec l'ensemble des meilleurs techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets applicables à ses installations. Il avait alors recensé les actions correctives à mettre en place au plus tard à l'échéance réglementaire du 17/08/2022. La présente visite a consisté à vérifier les suites données aux engagements pris par l'exploitant visant à mettre en conformité ses installations.

Il ressort de la présente visite que l'exploitant a partiellement donné suite aux obligations résultant de la mise en œuvre des MTD. Par ailleurs, certains sujets, tels que les effluents gazeux canalisés, nécessitent des éclaircissements visant à déterminer de façon sûre la réglementation applicable aux installations.

Les manquements à la réglementation applicable aux installations mis en évidence par l'inspection du 3 octobre 2023, nous conduisent à proposer à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à ses obligations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD 1_Système de management environnemental (SME)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD1 |
| Thème(s) : Autre, Gestion des flux de déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>MTD 1. Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>[...] X. gestion des flux de déchets (voir la MTD 2) [...]</p> <p>MTD 2. Afin d'améliorer les performances environnementales globales de l'unité, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques énumérées ci-dessous.</p> <p>[...] MTD2d. Établir et mettre en œuvre un système de gestion de la qualité des extrants.</p> <p>L'objectif de cette technique est de s'assurer que le traitement des déchets donne un résultat conforme aux attentes ; les normes EN, par exemple, pourront être utilisées à cet effet. Ce système de gestion permet également de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets, et peut à cet effet comprendre une analyse dynamique des constituants dignes d'intérêt (analyse des flux de matières) tout au long du traitement des déchets. L'analyse des flux de matières est fondée sur les risques et prend en considération, par exemple, les propriétés dangereuses des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet à savoir la mise à jour du SME comprenant notamment : l'amélioration des procédures de gestion des flux de déchets et la mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité des extrants.</p> <p>VALOREF dispose d'un nouvel outil de gestion de l'activité « VALORTOOL », qu'il utilise depuis début 2022.</p> <p>Il reprend l'ensemble des processus de l'activité et permet un suivi des déchets lot par lot, de leur arrivée sur le</p> |

site à leur sortie après traitement et/ou simple transit regroupement, garantissant ainsi la traçabilité des déchets. Une présentation détaillée de l'outil a été effectuée en séance. Il regroupe de nombreuses informations accessibles par thèmes, tels que : Administratifs (avec l'accès aux Fiches d'identification du déchet (FID), aux Certificats d'acceptation préalable (CAP), aux Bordereaux de suivis de déchets (BSD)), Flux, Stock, Qualité (analyses), Exploitation...

À partir de l'ensemble des informations renseignées aux différentes étapes, l'outil calcule et permet de connaître le taux de valorisation des déchets non dangereux. À début octobre 2023, ce taux est de 85 %.

Par ailleurs, un projet global a été mené pour la revue de l'ensemble des procédures VALOREF, afin d'y intégrer notamment le nouvel outil VALORTOOL et l'ensemble des contrôles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : MTD 3_Inventaire des flux

Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD3

Thème(s) : Risques chroniques, Flux d'effluents aqueux et gazeux

Prescription contrôlée :

MTD 3. Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air, la MTD consiste à établir et à tenir à jour, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, fournissant toutes les informations suivantes :

- i) des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :
 - a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
 - b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;
- ii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :
 - a) valeurs moyennes de débit, de pH, de température et de conductivité, et variabilité de ces paramètres ;
 - b) valeurs moyennes de concentration et de charge des substances pertinentes et variabilité de ces paramètres (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, « substances prioritaires/micropolluants ») ;
 - c) données relatives à la biodégradabilité [par exemple, DBO, rapport DBO/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique (inhibition des boues activées, par exemple)] (voir la MTD 52) ;
- iii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :
 - a) valeurs moyennes de débit et de température et variabilité de ces paramètres ;
 - b) valeurs moyennes de concentration et de charge des substances pertinentes et variabilité de ces paramètres (par exemple, composés organiques, POP tels que PCB) ;
 - c) inflammabilité, limites inférieure et supérieure d'explosivité, réactivité ;
 - d) présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, oxygène, azote, vapeur d'eau, poussière).

Constats :

Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir la réalisation d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux.

Concernant les effluents aqueux, l'exploitant a fourni le plan des réseaux daté du 22/06/2022 relatif à l'aménagement d'une aire d'entreposage de bennes sur son site.

Le réseau des eaux pluviales est représenté pour une partie du site. Ce plan n'est pas clair quant au devenir des eaux pluviales après traitement dans le bassin de dépollution : écoulement vers le canal et/ou rejet dans le bassin d'infiltration. Ce document, ne portant par ailleurs pas sur l'ensemble du périmètre du site autorisé, ne répond pas à la prescription.

Pour ce qui concerne les effluents gazeux, l'exploitant considère que l'activité de VALOREF ne génère pas ce

type d'effluents.

Pourtant, l'autorisation préfectorale du site (AP du 11/10/1996) fixe une obligation de contrôle annuel en matière de concentration en poussières de l'air ambiant à proximité de l'installation de broyage, concassage, criblage.

L'exploitant dispose d'un plan de masse du site représentant la position de deux dépoussiéreurs : un premier au niveau du concasseur / chaîne de tri et un second au niveau de l'atelier WOOL.

L'exploitant précise que les poussières récupérées au niveau du premier dépoussiéreur sont collectées en bigbag, puis évacuées comme déchets en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD). Les poussières récupérées au niveau du second dépoussiéreur sont réintroduites dans le process de traitement des déchets chromés.

Les ateliers et parties d'installation mis sous aspiration, et disposant de fait d'un rejet canalisé d'air à l'atmosphère, sont à considérer dans le cadre de l'identification des effluents gazeux.

Observations :

→ Il est demandé à l'exploitant d'établir un inventaire des flux d'effluents aqueux comprenant les informations précisées par la MTD 3.

Une mise à jour des modalités de surveillance des rejets d'eaux pluviales et des émissions atmosphériques de poussières est prévue à l'occasion du prochain arrêté préfectoral complémentaire en cours de finalisation, visant à mieux adapter ces surveillances aux activités exercées par VALOREF et tenant compte d'une réglementation qui a connu des évolutions.

→ **Il est demandé à l'exploitant d'établir un inventaire des flux d'effluents gazeux comprenant les informations précisées par la MTD 3.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : MTD 4_Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD4

Thème(s) : Risques chroniques, Technique b. capacité de stockage appropriée

Prescription contrôlée :

MTD 4. Afin de réduire le risque environnemental associé au stockage des déchets, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques énumérées ci-dessous.

[...] Technique b. Capacité de stockage appropriée

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement,
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée,
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé. [...]

Constats :

Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir la précision du temps de séjour maximal des déchets.

L'exploitant n'a pas défini de durée de séjour maximal des déchets sur sa plateforme.

VALOREF fait un suivi mensuel des stocks et dispose d'indicateurs sur les stocks dormants. La planification du traitement des déchets est principalement associée aux besoins en matières premières recyclées issues du process.

L'exploitant déclare procéder à une revue trimestrielle des stocks dormants. Un fichier sous forme de tableau permet de suivre ces stocks. Sont notamment renseignés la famille de produits concernés, les quantités présentes et les actions prévues.

Cet exercice met en évidence la présence d'un stock de 1,7 tonnes de déchets dangereux « Nickel oxyde » dans des fûts entreposés sur le site depuis plusieurs années (supérieur à trois ans selon les déclarations de l'exploitant). L'exploitant déclare qu'un échantillonnage de ces déchets est prévu dans la semaine pour analyses avant envoi vers la filière d'élimination appropriée (ISDD).

Lors de la visite d'inspection, il est rappelé à l'exploitant que la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n° 1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760.

Observations :

→ Il est demandé à l'exploitant de préciser le temps de séjour maximal des déchets. À défaut, l'exploitant doit justifier que la durée d'entreposage des déchets destinés à l'élimination n'excède pas un an et que la durée d'entreposage des déchets destinés à la valorisation n'excède pas trois ans.

→ Il est également demandé à l'exploitant de justifier l'évacuation, vers une filière dûment autorisée, des déchets destinés à l'élimination présents sur le site depuis plus de trois ans. Les bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondants seront à transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : MTD 5_Procédures de manutention et de transfert des déchets

Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD5

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures de manutention et de transfert des déchets

Prescription contrôlée :

MTD 5. Afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets, la MTD consiste à établir et à mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert.

Les procédures de manutention et de transfert sont destinées à garantir la manutention des déchets et leur transfert en toute sécurité vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Elles comprennent les éléments suivants :

- les opérations de manutention et de transfert des déchets sont exécutées par un personnel compétent,
- les opérations de manutention et de transfert des déchets sont dûment décrites, validées avant exécution et vérifiées après exécution,
- des mesures sont prises pour éviter, détecter et atténuer les déversements accidentels,
- des précautions en rapport avec le fonctionnement et la conception de l'unité sont prises lors de l'assemblage ou du mélange des déchets (par exemple, aspiration des déchets pulvérulents).

Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et les incidences possibles sur l'environnement.

Constats :

Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir la mise en place d'une procédure pour les activités déchets non dangereux.

L'exploitant a établi une procédure libellée « Tri du ZAC : maximisation du taux de PR » en date du 14/09/2023.

Cette procédure, sous forme d'un schéma synthétique, vise à décrire le déroulement du tri d'un lot de déchets.

Ce document ne répond à la prescription : il ne prend pas en compte le risque environnemental associé à la

| |
|---|
| manutention et au transfert des déchets. |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant d'établir et de mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert des déchets, visant à réduire le risque environnemental associé, comportant les informations exigées au titre de la MTD 5. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : MTD 8_Surveillance des émissions canalisées dans l'air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, - |
| Prescription contrôlée : MTD 8. La MTD consiste à surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente. |
| Constats : Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir la mise en place d'une surveillance semestrielle des émissions atmosphériques au niveau des sorties canalisées du bâtiment de concassage et de la chaîne de tri et au niveau du broyeur WOOL. L'exploitant a présenté deux rapports : - le rapport d'essai référencé KSP2301-0476-001_1 en date du 04/04/2023 réalisé par l'organisme ITGA (42). Des analyses sur les paramètres : Poussières alvéolaires, Quartz, Cristobalite, Tridymite et Poussières non silicogènes ont été réalisées de façon individuelle sur les opérateurs de tri dans le local chaîne de tri, sur les conducteurs d'engins et sur un échantillon témoin. Des analyses sur les paramètres : Poussières inhalables, Arsenic, Cadmium, Nickel, Plomb et Sélénium ont été réalisées dans l'air ambiant en sortie du concasseur dans le local concasseur et sur un échantillon témoin. Ce rapport n'est pas conclusif et aucune information n'est fournie quant aux échantillons témoins. Ce type de mesurage est réalisé dans le cadre du Code du Travail / impact sur la santé des salariés. Il ne correspond pas à la disposition contrôlée. - le rapport de mesures référencé 15691633/1/1/1 rev 0 en date du 21/10/2022 réalisé par l'organisme Bureau Veritas Exploitation (13). Une campagne de suivi des retombés atmosphériques des poussières a été réalisée au titre de l'année 2022 (période du 29/08 au 29/09). Les mesures ont été effectuées en quatre points situés en limite de propriété. Le rapport présente les résultats obtenus, mais n'est pas conclusif. Ce type de mesurage a été réalisé par l'exploitant dans le cadre d'une démarche volontaire d'étude de l'impact de ses activités sur son environnement proche en matière d'empoussièrement. L'exploitant a renouvelé ce type de surveillance en 2023 (en attente des résultats). Ces mesurages ne correspondent pas à la disposition contrôlée. L'exploitant n'a pas mis en place de surveillance semestrielle du paramètre « Poussières » au niveau de ses émissions canalisées dans l'air, tel que le prévoit la MTD 8. |
| Observations : En lien avec l'inventaire des flux d'effluents gazeux à réaliser au titre de la MTD 3, il est demandé à l'exploitant de mettre en place la surveillance des émissions canalisées dans l'air selon la fréquence prévue par la MTD 8, à savoir semestrielle. Si l'exploitant souhaite déroger à cette disposition, il doit expressément en faire la demande motivée, accompagnée des modalités de surveillance qu'il propose de mettre en place de façon alternative. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : MTD 19_Consommation d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD19 |
| Thème(s) : Autre, Gestion de l'eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>MTD 19. Afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'« effluents aqueux » produit et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous</p> <p>Technique a. Gestion de l'eau La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plans d'économies d'eau (par exemple, définition d'objectifs d'utilisation rationnelle de l'eau, établissement de schémas de circulation et de bilans hydriques), - optimisation de la consommation d'eau de lavage (par exemple, recours au nettoyage à sec plutôt qu'à l'arrosage, utilisation de dispositifs de commande du déclenchement sur tous les équipements de lavage), - réduction de la consommation d'eau pour la création de vide (par exemple, recours à des pompes à anneau liquide utilisant des liquides à haut point d'ébullition). [...] |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir le recyclage des eaux de process de WOOL.</p> <p>Après avoir réalisé des ajustements techniques (travaux réalisés en 2021), le recyclage des eaux de process de WOOL est opérationnel.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : MTD 21_Emissions résultant d'accidents et d'incidents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des émissions accidentelles/fortuites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>MTD 21. Afin d'éviter ou de limiter les conséquences environnementales des accidents et incidents, la MTD consiste à appliquer la totalité des techniques indiquées ci-après, dans le cadre du plan de gestion des accidents (voir la MTD 1).</p> <p>[...] Technique b. Gestion des émissions accidentelles/fortuites Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer (par un éventuel confinement) les émissions accidentelles ou fortuites dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir la réalisation d'une étude sur le confinement des eaux d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé cette étude, qu'il a considérée comme non prioritaire au regard de la nature de ses activités et du risque incendie associé qu'il évalue comme faible.</p> |
| <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier qu'il a mis en place les mesures nécessaires, en les détaillant, pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que d'un point de vue réglementaire, après vérification post-visite, il ressort de l'Arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines</p> |

installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, applicable à VALOREF depuis le 17/08/2022, prévoit dans son annexe 3.1 VII) i que : « capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement : Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. » L'arrêté précise que pour les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : MTD 41_Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Décision n° 2018/1147 d'exécution (UE) du 10/08/2018, article MTD41

Thème(s) : Risques chroniques, Niveau d'émission associé à la MTD

Prescription contrôlée :

MTD 41

[...] Niveau d'émission associé à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux

| Paramètre | Unité | NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage) |
|------------|--------------------|---|
| Poussières | mg/Nm ³ | 2 – 5 |

La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8 (semestriel).

Constats :

Dans le dossier de réexamen du 25/09/2020, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre sur ce sujet pour mettre ses installations en conformité avec cette meilleure technique disponible (MTD) à savoir le respect du NEA-MTD pour l'atelier WOOL.

L'activité de traitement de l'atelier WOOL est temporairement en sommeil, en raison de la perte du mono-client que VALOREF avait pour la matière de sortie (le VALORCHROM ZCF R) et dans l'attente de l'identification de nouveaux débouchés.

Pour autant, l'exploitant indique que l'atelier WOOL ne dispose pas d'émissions atmosphériques canalisées. Les poussières résultant du broyage en voie humide sont réintroduites dans le process.

Observations :

En lien avec l'inventaire des flux d'effluents gazeux à réaliser au titre de la MTD 3, il est demandé à l'exploitant de transmettre le détail du process mis en œuvre dans l'unité WOOL, justifiant de l'absence d'émissions atmosphériques canalisées de poussières, rendant de fait la disposition prévue par la MTD 41 sans objet. Dans le cas contraire, l'exploitant devra justifier du respect de la valeur limite en concentration de poussière applicable pour les rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois